



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 108 – 30 mars 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

SIGNATURE DE
L'ACCORD-CADRE
EURIZ-ARIZ
ENTRE L'AFD ET
UNITED BANK OF
AFRICA (UBA),
COUVRANT
L'ENSEMBLE DU
CONTINENT
AFRICAIN

**TOGO : 20 % DES
MARCHES PUBLICS
DESORMAIS
RESERVES AUX
FEMMES ET AUX
JEUNES**

**MAURICE :
ACCROISSEMENT DES
INEGALITES DE
REVENU ENTRE 2001
ET 2015**

**SOUDAN :
REHABILITATION
QATARIE DU PORT DE
SOUAKIM**

**GABON : LE
GOUVERNEMENT
ENTAME LA
REFORME DU CODE
DES
HYDROCARBURES**

**MAURITANIE : 2^E
DECAISSEMENT DE
24 M USD PREVU
PAR LE FMI DANS LE
CADRE DU
PROGRAMME FEC**

**SEYCHELLES : LA
CROISSANCE A 5,0 %
EN 2017 SELON LE
FMI**

**RWANDA : OCTROI
PAR LE JAPON D'UN
PRET DE 68 M USD
POUR LA
REHABILITATION
D'UN AXE ROUTIER**

**COTE D'IVOIRE :
DEBUT DU
DEMANTELEMENT
TARIFAIRE DANS LE
CADRE DE L'APE CI-
UE EN 2019**



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Signature de l'accord de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)

L'accord cadre prévoyant la mise en place de la ZLECAf a été signé le 21 mars 2018 lors du sommet de l'Union Africaine à Kigali par 44 des 55 pays membres, pays qui représentent près de 63 % du PIB africain. Les grands Etats membres non signataires sont l'Afrique du sud - qui a visiblement entraîné avec elle un large bloc austral – et le Nigéria. Pour entrer en vigueur, l'accord doit désormais être ratifié par un minimum de 22 Etats signataires.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

▼ Ouverture d'un poste frontière à guichet unique entre la Tanzanie et la Zambie

La Tanzanie et la Zambie ouvriront en juillet 2018 un poste-frontière à guichet unique (OSBP) entre Tunduma et Nakonde. Ce projet, de 6 M USD, financé avec l'appui des agences de coopération canadienne (ACDI) et britannique (DFID), permettra de simplifier les procédures par un paiement unique des droits de douanes au passage des marchandises à la frontière. Ce dispositif de guichet unique est déjà en place aux frontières avec le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi.

✉ beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Nigéria : vers une adoption du budget pour l'année 2018 le 24 avril ?

Le projet de budget 2018 devrait être examiné par le Parlement le 24 avril. Pour rappel, les autorités s'étaient fixé comme objectif une mise en œuvre du budget pour l'année 2018 à compter du 1^{er} janvier. En 2016 et 2017, les lois de finances avaient également été adoptées tardivement en fin de premier semestre. Pour 2018, le budget devrait s'établir à 8,6 Bn NGN et repose sur les hypothèses d'une croissance du PIB de 3,5 %, d'une production pétrolière de 2,3 M b/j et d'un prix de 45 USD/b. A l'instar des budgets de 2016 et 2017, celui de 2018 présente une orientation volontariste avec l'affectation de plus d'un quart de l'enveloppe aux dépenses d'investissements.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : augmentation de la dette publique de plus de 25 % en 2017, en partie imputable aux émissions d'Eurobonds

D'après le bureau de gestion de la dette (DMO), fin décembre 2017, le stock de la dette publique a progressé de 25,1 % en glissement annuel, à 21,7 Bn NGN soit 71 Mds USD. La dette externe a progressé de 65,8 % en g.a. à 18,9 Mds USD, constituant près de 30 % de la dette publique totale. Cette forte augmentation est due notamment aux récentes émissions d'Eurobonds qui sont passées de 1,5 Md USD fin décembre 2016 à 6,3 Mds USD fin décembre 2017, en progression donc de 320 % et représentant à présent 1/3 de la dette externe. La dette multilatérale a également cru mais dans une moindre mesure de 28,2 % en g.a., constituée à près de 80 % d'engagements envers la Banque mondiale (8 Mds USD).

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : l'inflation au mois de février à 10,6 %

L'inflation aurait augmenté de 20 pdb pour atteindre 10,6 % en février, après une diminution de 150pdb entre décembre-janvier. Elle reculerait de 120 pdb sur les trois derniers mois. L'inflation devrait continuer de diminuer en mars, suite à la baisse des tarifs de l'électricité, comprise entre 10 et 30 %, approuvée par la commission en charge des tarifs d'utilité publique (Public Utilities Regulatory Commission, PURC). Pour rappel, la Banque centrale ghanéenne s'est fixé un objectif d'inflation compris entre 8 % et 10 % en 2018 et devrait décider de nouvelles réductions de son taux directeur si la trajectoire désinflationniste de l'économie se maintient.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Unibank insolvable : la Banque centrale ghanéenne met l'établissement sous tutelle

La Banque centrale ghanéenne (BoG) a annoncé la mise sous tutelle d'Unibank, la sixième banque du Ghana (1,3 Mds GHC d'actifs sous gestion soit moins d'1 % du PIB ghanéen), suite à la découverte de manquements aux ratios de liquidité et de capitalisation fixés par le régulateur. Insolvable, Unibank a été placée sous l'administration de KPMG. Le cabinet d'audit a été chargé par la BoG de rétablir la viabilité financière de l'établissement et d'assurer sa conformité avec la réglementation bancaire en vigueur sous un délai de 36 mois. Sur les 35 banques actives au Ghana, 8 d'entre elles connaîtraient actuellement une situation similaire à celle d'Unibank et seraient sous la surveillance étroite de la BoG.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : demande de révision du budget de l'Etat

Les autorités ont décidé de procéder à une révision du budget pour l'année fiscale juin 2017-juin 2018 prévoyant une augmentation des recettes extérieures, des coupes budgétaires ainsi qu'un rebasculé sectoriel des dépenses. Le nouveau budget serait ainsi de 536,2 M USD dont 57 % dédié à la seule rémunération des fonctionnaires. Une enveloppe de 11,4 M USD est prévue pour les projets « pro-poor » (avec entre autres, la construction de la route de Sanniquellie – Loguatu, le programme humanitaire de la première Dame, etc.). Quasiment tous les secteurs voient leur enveloppe diminuer hormis l'administration publique (35 % du budget) ; la sécurité et l'état de droit deviennent le 2^{ème} poste budgétaire avec 16 % de l'enveloppe, suivis de l'éducation et de la santé à respectivement 14,7 % et 13,5 % du budget.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ Des perspectives optimistes de la BEAC pour les économies de la Cemac

Selon Abbas Mahamat Tolli, gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), la zone CEMAC est sortie de la zone de risque élevé. Après avoir connu deux années de récession en 2016 et 2017 (respectivement -0,2 % et -0,1 %), elle devrait retrouver la croissance en 2018 (+2,1 %) grâce à la remontée des cours mondiaux et de la production de pétrole brut, l'accélération de la mise en œuvre des réformes économiques, monétaires et financières prévues dans le Programme des réformes de la Cemac (Pref-Cemac) et aux programmes conclus avec le FMI. L'inflation est prévue à 1,8 % en 2018, et le taux de couverture extérieure de la monnaie à 64,2 %, contre 57,5 % en 2017.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : baisse du chômage selon les chiffres officiels

D'après la dernière enquête intégrée sur le budget des ménages 2015/16 menée par le Bureau National des Statistiques du Kenya, le nombre de chômeurs s'établit à 1,4 millions sur l'année budgétaire 2015/16 sur une population active de 19,3 millions de personnes, soit un taux de chômage de 7,4 %, contre 9,7 % en 2009 et 12,7 % en 2005. L'enquête définit un chômeur comme une personne sans emploi et en recherche d'emploi. Les jeunes sont particulièrement touchés : 85 % des chômeurs ont moins de 35 ans et 19,2 % de la classe d'âge « 20-24 ans » est au chômage. Enfin, 64,5 % des chômeurs sont des femmes. Parmi la population au chômage, 30,2 % sont diplômés uniquement du primaire, 35,1 % uniquement du secondaire et 9,1 % ont un diplôme universitaire.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : le « coût » de l'encadrement des taux d'intérêts bancaires estimé à 0,4 pt de PIB en 2017 d'après la Banque centrale

La Banque centrale du Kenya (CBK) a publié une étude d'impact sur la loi d'encadrement des taux d'intérêts entrée en vigueur en septembre 2016. D'après l'étude, la mise en œuvre de cette loi aurait (i) contraint la politique de la CBK – les taux pratiqués par les banques étant liés au taux directeur –, (ii) réduit le crédit aux PME, (iii) provoqué une augmentation des achats de titres de dette publique, (iv) conduit à une hausse des frais bancaires et (v) affecté la rentabilité des petites et moyennes banques. Au total, l'impact macroéconomique est estimé à 0,4 point de PIB en 2017. Ce rapport est publié dans un contexte où, suite à une récente mission du FMI, le ministre des Finances a déclaré qu'un projet de révision de la loi serait bientôt présenté par le gouvernement.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : réduction de 9,3 % du déficit commercial en janvier

Avec un solde négatif de 229 M USD, les échanges commerciaux de janvier accusent un déficit en baisse de 9,30 % par rapport à janvier 2017. Cette réduction du déficit entre janvier 2017 et janvier 2018 s'explique principalement par un recul de 11,0 % du montant des importations, dont le total a atteint 373 M USD. Cette baisse est marquée dans le secteur des produits alimentaires (- 47,0 %). S'agissant de la performance à l'exportation, celle-ci est toujours dégradée, en recul de 11,7 % par rapport à janvier 2017 à 144 M USD. La baisse de 61 % des exportations de produits agro-alimentaires explique ces mauvais chiffres.

✉ hugues.reydet@dgtrésor.gouv.fr

▼ Maurice : accroissement des inégalités de revenu entre 2001 et 2015

C'est que révèle un rapport que vient de publier la Banque mondiale sur l'évolution des revenus des ménages entre 2001 et 2015. Sur cette période, les revenus des 10 % des ménages les plus riches ont augmenté de 62 % alors que ceux des 10 % des ménages les plus faibles n'ont enregistré qu'une progression de 22 %, conduisant à ce que l'accroissement des inégalités de revenus soit estimé à 37 %. La Banque souligne toutefois que le système de protection sociale qui s'est renforcé a permis de contenir la hausse des inégalités et suggère la mise en place de mesures complémentaires.

✉ hugues.reydet@dgtrésor.gouv.fr

▼ Rwanda : prévision de croissance de 7,2 % en 2018 et de 7,8 % en 2019 selon le gouvernement

L'économie rwandaise devrait enregistrer une croissance économique de 7,2 % en 2018 et de 7,8 % en 2019, grâce notamment aux bonnes performances attendues dans les secteurs des services et du BTP, a annoncé le ministre des Finances rwandais en marge d'une mission du FMI. D'après la mission, le Rwanda devrait enregistrer un taux de croissance situé entre 7 et 8 % cette année ; le Fond n'identifie aucun aléa baissier fort sur cette prévision. L'économie rwandaise a enregistré une croissance de 6,1 % en 2017 contre 5,9 % en 2016, grâce notamment au dynamisme du secteur de l'agriculture et à l'augmentation de la production de plusieurs minerais, dont le coltan et la cassitérite.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ Seychelles : la croissance à 5,0 % en 2017 selon le FMI

Les performances économiques de l'année écoulée ont été bonnes avec une croissance de 5,0 %, contre 4,1 % initialement prévu. Toutefois, l'inflation s'est inscrite à 3,7 %, contre 2,8 % initialement prévu, a indiqué le représentant-résident du FMI. Selon ce dernier, la croissance résulte des bonnes performances du tourisme, de la pêche et de la hausse des crédits au secteur privé. Le niveau plus élevé qu'attendu de l'inflation, à 3,7 % en 2017, est dû au surenchérissement du prix des importations de produits pétroliers.

✉ hugues.reydet@dgtrésor.gouv.fr

▼ Niger : émissions de titres sur le marché régional

Lancée le 22 mars 2018, la 1^{ère} émission de 20 Mds FCFA (30,5 M EUR) sous forme de Bons assimilables du Trésor (BAT) pour une durée de 3 mois, a permis de lever plus de 9 Mds FCFA (13,7 M EUR) avec un taux d'intérêt marginal de 6,7 %. Pour la 2^{ème} émission, sur les 20 Mds FCFA (30,5 M EUR) sollicités sous forme d'Obligations assimilables du Trésor (OAT) pour une durée de 5 ans, seulement 784 M FCFA (1,2 M EUR) ont été retenus. Une nouvelle sollicitation de 20 Mds FCFA (30,5 M EUR) sous forme de BAT a également eu lieu le 26 mars 2018, où 19 Mds FCFA ont réussi à être levés à un taux de 6,85 %. Aucune autre levée ne devrait être effectuée par le Niger pour le 1^{er} trimestre 2018.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : une mobilisation des ressources internes encore insuffisante selon le FMI

Le Département des finances publiques (FAD) du FMI a mené une mission d'assistance technique sur la mise en œuvre des recommandations de la mission de février 2017, en matière fiscale et douanière. La mission a noté que du côté de la direction générale des impôts (DGI), les recettes continuent à s'affaïsser. Pour la Direction générale des douanes (DGD), le FMI a indiqué que beaucoup reste à faire, malgré la migration en cours vers le système douanier automatisé Sydonia-World. Au niveau de la Direction générale du budget, le Fonds a noté le manque d'appropriation de la réforme sur la mise en œuvre du budget-programme.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Cameroun : promesse d'annulation d'une partie de la dette due à la Chine

Cette annonce intervient suite à la visite du Président Paul Biya en Chine à l'invitation de son homologue chinois Xi Jinping, qui s'est déroulée du 22 au 24 mars. Le montant de cette remise de dette n'a cependant pas encore été dévoilé. Pour mémoire, l'encours de la dette du Cameroun vis-à-vis de la Chine s'élève à 1 375,9 Mds FCFA à fin juin 2017 et représente 34,4 % de l'encours de la dette extérieure du Cameroun.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : 548 M USD seraient dus à Glencore par la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC) à fin 2017

Pour la seule année 2017, les avances nettes de Glencore à la SNPC atteindraient 210 M USD. Les premières avances au profit de la SNPC remontent à 2015, avec la baisse des prix du baril de pétrole. Les remboursements de cette dette s'effectueraient sous forme de cargaisons de barils de pétrole remises à Glencore. A la dette de Glencore s'ajoutent des avances nettes consenties par des banques internationales à la SNPC qui représenteraient 549 M USD à fin 2017, elles aussi remboursables en cargaisons de pétrole. En juin 2017, le gouvernement congolais a repris cette dette et a engagé des discussions avec Glencore pour obtenir un rééchelonnement.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ **Ethiopie : nouvelles règles d'inspection sur la nourriture importée**

La Food, Medicines & Healthcare Administration & Control Authority (FMHACA) a mis en place un nouveau système qui nécessite l'inspection de toute nourriture ou boisson importée en Ethiopie. Chaque livraison de nourriture depuis l'extérieur du pays est maintenant sujette à des tests en laboratoire. D'après les entretiens menés par l'hebdomadaire Fortune, le coût des tests en laboratoire lors de la livraison d'un container de 20 pieds augmenterait fortement, passant de 20 000 birrs (747 USD) actuellement à un maximum de 147 000 birrs (5 488 USD). En 2017 les exportations françaises vers l'Ethiopie de produits des industries agro-alimentaires représentaient 23,4 MEUR (10,5 % des exportations totales hors aéronautique).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : projet de fusion des trois organismes chargés de l'attractivité de la Tanzanie**

Selon les déclarations du président du conseil d'administration de la Société nationale de développement (NDC), le gouvernement a approuvé la proposition de fusion des trois organismes de promotion des investissements en Tanzanie : National Development Corporation (NDC), Tanzania Investment Centre (TIC) et Economic Processing Zone Authority (EPZA). L'objectif est de renforcer la capacité des administrations à attirer les investissements directs étrangers et stimuler l'industrialisation. Le patronat tanzanien, la Fondation du secteur privé Tanzanien (TPSF), approuve la réforme. La gouvernance de la nouvelle structure pourrait s'inspirer de celle du Rwanda Développement Board (RDB).

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : renforcement du partenariat avec Israël dans la lutte contre le terrorisme**

Le ministre tanzanien de la Défense et de la Sécurité nationale, Hussein Mwinyi et son homologue israélien, Avigdor Liberman, ont signé un protocole d'accord visant le partage des informations vitales afin d'éliminer les menaces à la sécurité sous toutes leurs formes. L'accord porte sur la coopération militaire pour l'entraînement des troupes, la cyber-sécurité, les technologies militaires et la lutte contre le terrorisme. M. Liberman, qui a rencontré le chef d'Etat-major des armées et les services de renseignements tanzaniens (TISS), considère qu'il s'agit d'un prélude au renforcement des échanges commerciaux entre les deux pays.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : le gouvernement entame la réforme du Code des hydrocarbures**

Le ministre du Pétrole et des hydrocarbures, M. Pascal Houangni Ambouroue, a inauguré ce lundi 26 mars l'atelier de trois jours « Activité de place sur la refonte du code des hydrocarbures (APRCH) ». L'objectif majeur de cet événement, auquel participent l'ensemble des ministres de pétrole de la sous-région et des experts de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP), est de poser les bases d'un nouveau cadre juridique du secteur pétrolier. Trois ans après l'adoption du Code actuel, le gouvernement espère, par sa complète réforme, renforcer l'attractivité du Gabon auprès des investisseurs internationaux.

✉ charles.grison@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : lancement du Projet d'Appui à la Performance du Secteur Public

Le PAPSP, initié par le Gouvernement et financé par la Banque mondiale pour 40 M USD sur 4 ans (2017-2020), a été lancé le 26 mars à Tananarive. Durant cette période, 12 M USD seront consacrés au Fonds de Développement Local (FDL), en vue de financer des projets d'investissements dans 992 communes remplissant les conditions d'éligibilité requises. 16,7 M USD financeront l'amélioration de la gestion des recettes au niveau du ministère des Finances et du Budget et de celui chargé des Mines et du Pétrole, tandis que 7,8 M USD sont prévus pour renforcer les mécanismes de gouvernance dans le secteur de l'Education. 3,5 M USD seront dédiés au financement des activités d'audit et de vérification menées par les tribunaux financiers et la société civile.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : octroi par le Japon d'un prêt de 68 M USD pour la réhabilitation d'un axe routier

Le Rwanda et le Japon ont conclu un accord de financement sous forme de prêt de 68 M USD pour la réhabilitation de l'axe routier Ngoma-Ramiro, situé au sud de Kigali. Le prêt, qui devrait permettre la réfection de 53 kilomètres de route, est octroyé sur 40 années, avec un taux d'intérêt annuel de 0,01 % après une période de grâce de 10 ans. Selon le ministre des Finances, ce projet devrait permettre de dynamiser les échanges économiques à l'intérieur, mais également à l'extérieur du pays, notamment avec le Burundi et la RDC qui sont reliés à Kigali par cet axe. Les travaux, confiés à l'Agence rwandaise de développement des transports, devraient s'achever en 2020.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ Rwanda : projet de 27,3 M USD afin réorganiser le transport marin et stimuler le commerce transfrontalier avec la RD

Le commerce transfrontalier entre le Rwanda et la RDC par le lac Kivu devrait être facilité grâce à un nouveau projet initié par le gouvernement. Mis en œuvre dans les mois à venir, il sera géré par l'Agence rwandaise de développement des transports (RTDA). Les modalités de financements ne sont pas connues mais la première phase du projet coûtera 27,3 M USD et devrait être achevée en 2020. A la fin de cette phase, de nouveaux ports et d'autres installations permettront l'accostage de plus grandes cargaisons ainsi que des navires à passagers. Au moins quatre ports seront déjà établis le long du lac, dans les districts de Karongi, Rusizi, Rubavu et Rutsiro.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ Soudan : réhabilitation qatarie du port de Souakim

La Soudan et le Qatar ont signé un accord de rénovation du port de Souakim, utilisé pour le transport de passagers et de bétails et situé sur la mer rouge. Le coût total du projet est de 4 Mds USD. Le montant de la première phase, qui devrait s'achever en 2020, est estimé à 500 M USD. Le projet, qui comprendra une zone franche, sera détenu à 49 % par l'Etat qatari et 51 % par l'Etat soudanais.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : accord avec une société turque pour la construction d'un nouvel aéroport à Khartoum**

La société turque Suma a signé le 22 mars un accord avec le ministère soudanais de l'Economie et des Finances, pour construire en build, own, operate, transfer (BOOT) un nouvel aéroport à Khartoum. Une première phase, d'un coût de 800 M USD, s'étendrait sur 30 mois, pour un coût total estimé de 1,15 Md USD.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : début du démantèlement tarifaire dans le cadre de l'APE CI-UE en 2019**

La 2^e réunion du comité Accord de partenariat économique (APE) Côte d'Ivoire-Union Européenne a permis l'adoption d'un calendrier pour la baisse progressive des tarifs douaniers aux frontières ivoiriennes. Cette suppression des droits de douane se fera tout au long de la période 2019-2029 dans le cadre de l'APE intermédiaire, en application provisoire depuis le 4 septembre 2016. Pour mémoire, cet accord intérimaire supplée le projet d'APE régional, en attente des trois dernières signatures nécessaires à son approbation par l'UE : celle du Nigéria, de la Mauritanie et de la Gambie.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : rencontre d'information autour du nouveau PDES**

En présence de la Ministre nigérienne du Plan, cette rencontre a porté sur la mise en œuvre du nouveau Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2017-2021 et le rôle attendu des Partenaires techniques et financiers (PTF). Un décret a été publié en février dernier afin de mettre en place les 9 pôles de coordination : transformation du monde rural ; secteur privé ; innovation rurale ; transition démographique, santé, éducation et formation ; infrastructures et équipements ; hydraulique et assainissement ; gouvernance et modernisation de l'Etat, et gestion du développement. Deux nouveaux décrets seront bientôt signés pour déterminer leurs modes de fonctionnement. Enfin, la nécessité de s'accorder sur des indicateurs pour mesurer l'avancée du PDES a été rappelée.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Togo : 20 % des marchés publics désormais réservés aux femmes et aux jeunes**

Sur décision du conseil des ministres, 20 % des marchés publics doivent désormais être réservés aux jeunes (de 18 à 40 ans) et aux femmes (sans limite d'âge) de nationalité togolaise. Sont concernés : les secteurs des infrastructures, de la fourniture d'équipements scolaires, des services d'entretien et des prestations intellectuelles. Un guichet entrepreneurial des jeunes/femmes a par ailleurs été mis en place au sein des locaux de l'Office togolais des recettes (OTR) afin d'informer et assister les candidat(e)s dans leurs démarches administratives.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Signature d'une convention de subvention pour la modernisation du fonctionnement de l'institut national des métiers de l'électricité au Nigéria

Le 16 mars dernier, l'AFD a signé une convention avec le gouvernement fédéral du Nigéria, au bénéfice de l'institut de formation NAPTIN. D'un montant de 8 M EUR en subvention (via une délégation de fonds de l'UE), elle vient s'ajouter au prêt de 42,6 M USD et à deux FEXTE de 0,7 M EUR signés en mai 2016 pour la mise à niveau des infrastructures et équipements de formation du réseau des 9 centres spécialisés de cet institut de formation. Ce nouvel appui permettra la mise en place d'un programme d'assistance technique en vue de la modernisation du fonctionnement de NAPTIN.

✉ vanuxem-millelirij@afd.fr

▼ Signature de l'accord-cadre EURIZ-ARIZ entre l'AFD et United Bank of Africa (UBA), couvrant l'ensemble du continent africain

Le 14 mars, l'AFD a signé avec UBA un accord cadre visant à renforcer la capacité d'UBA à financer les PME au Nigéria et dans les 19 autres pays africains où la banque opère. Ainsi, le projet soutenu par l'AFD aidera les PME africaines à obtenir des prêts auprès de la banque commerciale UBA, garantis par l'AFD. Il permettra à UBA de gérer un portefeuille 'PME' souvent considéré comme « risqué » et ainsi l'aider à développer son activité de prêt pour les PME.

✉ vanuxem-millelirij@afd.fr

▼ L'AFD Nigéria et la Banque islamique de développement organise leur 1^{er} deep dive local

Une revue de portefeuille conjointe a été organisée entre les deux institutions, le 13 mars, afin d'avoir une meilleure vision des stratégies pays, interventions de chacune des deux institutions et ainsi d'envisager des interactions et cofinancements potentiels en vue de répondre aux besoins de développement du pays. Ainsi, le domaine des infrastructures a particulièrement été évoqué, et notamment les appuis apportés par l'AFD au secteur électrique et du transport urbain. Des échanges doivent se poursuivre pour envisager plus avant les possibilités de collaboration.

✉ vanuxem-millelirij@afd.fr

▼ Bénin : projet d'extension des PPP pour la gestion des services d'accès à l'eau potable

Le gouvernement va poursuivre sa collaboration avec la Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale, afin de généraliser la gestion de contrats d'affermage des Adductions d'eau villageoise (AEV) de type Partenariat public privé (PPP) à l'ensemble du pays. Les résultats non-concluants de la privatisation des services d'eau potable et d'assainissement en 2007 avaient poussé le gouvernement à demander en 2012 le soutien financier et technique de la Banque mondiale. Ce projet ambitionne d'étendre l'accès à l'eau potable à l'ensemble des communes d'ici 2021.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 820 Mds FCFA annoncés par la Banque mondiale

Le vice-président du groupe en charge de l'Afrique pour la Banque mondiale (BM), Makhtar Diop, a annoncé lors d'une rencontre avec le président ivoirien Alassane Ouattara la mise en place de deux projets de soutien aux secteurs de l'anacarde (110 Mds FCFA, soit 200 M USD) et du cacao (165 Mds FCFA, soit 300 M USD). Ces derniers doivent aider à augmenter le taux de transformation de ces produits sur le territoire ivoirien. Makhtar Diop a par ailleurs annoncé la mise à disposition par la BM de 550 Mds FCFA (1 Md USD) d'ici juin prochain pour soutenir les efforts de développement du pays.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : projet d'une nouvelle ville au sud de Ouagadougou

Située à 15 km au sud de la capitale burkinabé, Yennenga sera construite par le groupe CGE, fondé par l'entrepreneur burkinabé Saidou Tiendrébéogo. D'une capacité d'accueil de 100 000 habitants sur 678 ha, trois offres de logements y seront proposées à des prix compris entre 8,5 et 30 MFCFA (13 000 et 45 000 EUR). La ville devrait également comprendre un parc d'attractions de 28 ha, un complexe hôtelier et une centrale solaire. Le coût total des infrastructures est estimé à près de 50 Mds FCFA (76,2 M EUR). Son financement serait porté par un regroupement de banques locales, la filiale CGE Immobilier apportant 5 Mds FCFA (7,6 M EUR). Les travaux de terrassement auraient déjà démarré.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : un prêt souverain de l'AFD de 120 M EUR pour réhabiliter la route Bouake-Ferkessedougou

L'ambassadeur de France en Côte d'Ivoire, Gilles Huberson, et le ministre ivoirien de l'Economie et des Finances, Adama Koné, viennent de signer un accord de prêt souverain concessionnel de 120 MEUR. L'emprunt est remboursable au taux d'intérêt de 1,61% sur une durée de 20 ans, dont 5 ans de différé. Il servira à financer la réhabilitation par des entreprises françaises, dont le groupe Bouygues, du tronçon sud de la route Bouaké-Ferkessedougou sur 125 km à partir de Bouaké.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : 2^e décaissement de 24 M USD prévu par le FMI dans le cadre du programme FEC

Les autorités mauritaniennes et les services du FMI sont parvenus à un accord préalable sur la 1^{ère} revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC), conclu fin 2017. Le FMI se dit satisfait de la bonne exécution du programme économique par le gouvernement. La reprise économique semble en effet s'être confirmée en 2017 avec une croissance du PIB de 3% (estimée à 3,25 % en 2018) et une inflation modérée de 2,3 %.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : deux prêts d'un montant total de 5,8 Mds FCFA signés avec le Fonds africain de développement (FAD)**

Ces financements doivent respectivement servir à financer le Projet d'appui à la modernisation de l'infrastructure financière (PAMIF), pour 4,2 M EUR (2,8 Mds FCFA), et le Programme d'appui aux réformes économiques et à la diversification de l'économie-phase II (PARED II), pour 4,6 M EUR (3 Mds FCFA). Le PAMIF vise entre autres à la mise en place d'un système national de paiements et d'une salle de marché interbancaire pour les opérations de change, alors que le PARED II doit permettre de renforcer l'efficacité des dépenses publiques et la production hors industries extractives. Ces deux prêts sont remboursables sur 30 ans, avec un différé de 5 ans et un taux d'intérêt de 1 % (hors commissions).

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : 11 Mds FCFA de la BID pour un projet d'appui à la microfinance**

Deux accords de financement pour un projet d'appui à la microfinance ont été signés en Arabie Saoudite entre la Banque islamique de développement (BID) et le Ministre togolais de l'économie et des finances. Ce projet vise à améliorer l'inclusion financière des populations et à réduire la vulnérabilité des bénéficiaires aux chocs socioéconomiques et climatiques.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Nigéria : Poursuite des engagements de la SFI dans le secteur agricole avec un soutien de 2 M USD au bénéfice de l'élevage

La Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale dédiée au secteur privé, a signé un accord de coopération de 2 M USD avec le gouvernement fédéral pour la mise en place de réformes réglementaires et institutionnelles dans l'élevage, devant entre autres renforcer la compétitivité des filières laitières et volailles.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : l'agro-industrie à l'honneur à l'occasion de deux événements dans les Etats d'Ogun et de Lagos

Les 20 et 21 mars se tenait à Abeokuta (sud-ouest), le « Ogun State Investor's Forum 2018 » avec une triple thématique sur l'agriculture, la technologie et l'industrie. L'événement s'est notamment déroulé en présence de Yemi Osinbajo, vice-Président de la République Fédérale du Nigéria, Felipe Calderon, ex-Président du Mexique (2006-2012). De grands groupes agroindustriels ont également participé parmi lesquels Nestlé, Flour Mills ou encore Stallion Group. Par ailleurs, du 27 au 29 mars se tiendra à Lagos la 4ème édition du salon « Agrofood & Plastprintpack Nigeria » avec notamment un pavillon français composé d'une délégation d'une quinzaine d'entreprises françaises menée par l'ADEPTA.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : projet de brasserie de 100 M USD à Dodoma

La société belge, Anheuser-Busch InBev NV, actionnaire majoritaire de Tanzania Breweries Limited, a annoncé un investissement de 100 M USD pour la construction d'une brasserie. AB inBev NV, leader mondial du secteur, dont les ventes ont progressé de 20,0 % en Afrique de l'Est en 2017, renforce ainsi son offre pour fournir un marché en constante progression. La nouvelle unité de production sera construite dans la capitale du pays, Dodoma. Elle été approuvée par le Président Magufuli lors d'une rencontre avec les responsables du projet, car elle répond à la demande faite par le président tanzanien auprès du secteur privé pour qu'il investisse massivement à Dodoma où les administrations et le gouvernement ont été récemment relocalisés.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : résultats provisoires décevants pour la campagne agricole 2017-2018

Plus d'un tiers des 45 provinces du pays (17) sont déficitaires par rapport à la campagne précédente. La production céréalière est ainsi estimée à 4 552 277 tonnes, soit une baisse de 0,32 % et de 1,01 % respectivement par rapport à l'année précédente et à la moyenne des 5 dernières années. Cette production, rapportée aux besoins de consommation, fait ressortir un déficit de 72 677 tonnes. Une situation qui, en période de soudure (période précédant les 1ères récoltes), met 620 394 personnes en situation d'insécurité alimentaire.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : coordination renforcée avec le Ghana sur la gestion de la filière cacao

Les présidents ivoirien, Alassane Ouattara, et ghanéen, Akufo-Addo, ont signé en marge de l'Africa CEO Forum un accord baptisé « Déclaration d'Abidjan » en faveur d'une politique commune sur le cacao. Les deux pays s'engagent à harmoniser leur politique de commercialisation du cacao, à effectuer une annonce simultanée du prix aux producteurs avant le début de la campagne et de collaborer davantage en matière de recherche scientifique. Pour rappel, la Côte d'Ivoire et le Ghana représentent à eux seuls 60% de l'offre mondiale de cacao, mais seuls 5 % des 100 Mds USD générés annuellement par la filière reviendraient in fine aux producteurs.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Afrique du Sud : deux équipes pour revoir le contenu de la charte minière

Le ministre des ressources minières Gwede Mantashe a monté deux équipes pour réfléchir au contenu de la charte des mines, avec pour objectif de finaliser le document avant juin. Ces deux équipes ont pour mission de travailler sur les sujets de transformation et compétitivité du secteur et doivent remettre leurs conclusions le 10 avril.

✉ lea.bettini@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : Total va fournir de l'essence à la Sonangol

Suite au concours public lancé en janvier par la Sonangol sur l'importation de carburant, Totsa (Total) a été choisi pour la fourniture d'essence et Glencore pour la fourniture de diesel. Cet appel d'offre a attiré une vingtaine d'entreprises et porte sur l'importation d'1,2 M t d'essence et 2,6 M t de diesel sur 12 mois.

✉ quentin.dasilva@dgtresor.gouv.fr

▼ Zambie : sept entreprises internationales ont répondu à l'appel d'offre dans l'unique raffinerie de pétrole de Zambie

Sept entreprises internationales ont répondu à l'appel d'offre pour une participation majoritaire dans l'unique raffinerie de pétrole de Zambie, Indeni, détenue pour l'instant à 100% par l'état. Ces entreprises sont Glencore, Vitol, Sahara Energy Resources, une société russe et trois entreprises chinoises dont AVIC.

✉ lea.bettini@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : découverte de nouvelles réserves de gaz et de pétrole en Ogaden**

La société chinoise Poly-GCL, qui a engagé des recherches de gaz et de pétrole dans l'Ogaden après un accord avec le gouvernement éthiopien en 2013, a fait la découverte de nouvelles réserves dans le champ gazier de Calub. Les réserves de gaz jusqu'à alors estimées à 4,87 Trillion de pieds cubes (TCF) seraient maintenant estimées entre 6 et 8 TCF. De nouvelles réserves de pétrole auraient aussi été découvertes. Poly-GCL envisage d'exporter le gaz sous forme liquide en direction de la Chine via un gazoduc jusqu'à Djibouti, où serait construit un terminal LNG. Ce projet de 4 Mds USD ferait de l'Ethiopie un pays producteur et exportateur d'hydrocarbures d'ici 2021.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : avancée vers une ligne de transport électrique pour la future centrale à charbon de Lamu**

La compagnie publique de transport d'électricité Ketraco envisage de démarrer en juillet la construction d'une ligne à haute tension visant à évacuer l'électricité produite par la future centrale à charbon de Lamu (1050 MW), sous réserve de l'approbation par le ministère des Finances des modalités de financement proposées par les prêteurs chinois. La ligne de 400 kV couvrira les 520 km qui séparent Lamu de Nairobi, le principal centre de consommation du pays. Sa construction devrait durer 36 mois, pour un montant estimé à 220 M USD (22,3 Mds KES). Cette ligne serait une étape déterminante vers la réalisation du projet controversé de centrale à charbon de Lamu, qui rencontre notamment l'opposition de l'association locale Save Lamu ainsi que de la communauté internationale.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : Louis Berger va réaliser les études d'impact environnemental du consortium SMB-WINNING**

Le consortium SMB-WINNING (société minière de Boké) a lié un partenariat avec la société de conseil Louis Berger pour renforcer ses études d'impact environnemental et social tout en actualisant son Plan de gestion environnementale et sociale (PGES). Louis Berger élaborera également un plan de mesures additionnelles prioritaires et assistera le consortium dans la mise en place d'un véritable système de management environnemental répondant à ses obligations de développement durable. Après 2 ans ½ d'exploitation de son gisement, le consortium est devenu le premier producteur de bauxite de Guinée, avec une production passée de 12 à 31 millions de tonnes entre 2016 et 2017.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : projet de relecture du code minier**

Selon le Ministre de l'économie et des finances, le gouvernement malien a engagé des discussions avec les principales sociétés minières en vue d'entreprendre un processus de relecture du code minier afin de l'adapter au contexte actuel. A défaut de trouver un accord entre les parties, une nouvelle loi pourrait être proposée de manière unilatérale aux miniers, par les autorités maliennes. Pour mémoire, le Mali compte 9 sociétés minières en phase d'exploitation et produirait en moyenne annuelle 50 tonnes d'or.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Algold lève près d'1 M EUR pour l'exploration d'or à Tijirit**

La compagnie minière canadienne Algold Resources a annoncé avoir levé 1,2 M CAD (752 000 EUR), destinés à financer ses activités d'exploration aurifères à Tijirit (au nord de la Mauritanie). Pour mémoire, Algold avait obtenu du gouvernement mauritanien un permis d'exploration couvrant une superficie de plus de 300 km².

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : le pays fait des efforts pour sécuriser les recettes de l'Etat**

Le ministère des Finances et du budget a officiellement lancé, le 22 mars, le processus d'automatisation du suivi des déclarations et des paiements des entreprises de l'industrie extractive, sous la supervision de la Direction des ressources naturelles. L'informatisation de la gestion des ressources naturelles, principales sources de revenus du pays, devrait permettre à l'État congolais de mieux contrôler les recettes pétrolières et de mieux définir les droits qui lui sont réservés ainsi que ceux des sociétés exploitantes.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Services**

▼ **Afrique du sud : le groupe Clinix Health ouvre son 7ème hôpital**

Clinix Health, le plus important groupe privé hospitalier opérant dans les zones défavorisées, s'implantera à Soweto d'ici 2019 avec la construction d'un nouvel hôpital. Ce dernier portera la capacité totale du groupe sud-africain à environ 1 700 lits.

✉ maxime.housard@businessfrance.fr

▼ **Nigéria : démarrage d'un projet d'approvisionnement en eau dans l'Etat de Jigawa et nouvel appel à investissements dans l'Etat de Lagos**

Le gouvernement fédéral a lancé la construction d'un projet d'approvisionnement en eau dans la zone de gouvernement local de Kazaure, dans l'État de Jigawa (nord-ouest) ; le projet, porté par MM CGC Nigeria sur 2 ans, fournira 10 000 m³ d'eau à 15 000 personnes. Par ailleurs, Deji Johnson, directeur des opérations de Lagos Water Corporation (LWC), a affirmé que l'entreprise était à la recherche de partenaires du secteur privé pouvant apporter des financements ainsi qu'une expertise technique dans la construction d'installations d'eau. LWC a planifié 2,5 Mds USD d'investissements sur la période 2010-2020, dans son Master Plan sectoriel visant à porter la capacité de production d'eau de l'État à 745 millions de gallons par jour d'ici 2020.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : ouverture d'une liaison Paris Nairobi par Air France

Le 25 mars 2018, Air France a rejoint l'accord de coentreprise existant depuis 1995 déjà entre KLM Royal Dutch Airlines et Kenya Airways - membres SkyTeam -, renforçant ainsi l'offre du groupe Air France-KLM en Afrique de l'Est. Cet accord permet notamment une coordination des tarifs et un partage de code. Les clients d'Air France, de KLM et de Kenya Airways pourront désormais réserver des vols effectués en partage de codes par l'une des trois compagnies sur les liaisons aller/retour entre Paris et Nairobi ou Amsterdam et Nairobi. Les voyageurs bénéficieront ainsi de 24 vols hebdomadaires au départ des aéroports de Paris-Charles de Gaulle et Amsterdam-Schiphol vers Nairobi, dont 3 opérés par Air France entre Paris-Charles de Gaulle et Nairobi.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : inauguration d'un nouveau site d'Intelcia à Tananarive

D'un coût estimé à 11 M EUR, le nouveau site d'Intelcia Madagascar a été inauguré le 20 mars dans la capitale. Acteur majeur de l'externalisation, de la relation clientèle et de la télévente en Afrique, le groupe Intelcia a récemment repris les activités d'Outremer Telecom à Madagascar. Cet investissement s'inscrit dans la stratégie d'expansion de l'activité du groupe dans l'Océan indien, groupe dont le capital est détenu à 65,0 % par Altice depuis fin 2016. Le choix de Madagascar est motivé par la compétitivité des coûts du travail et de production ainsi que par la qualité des infrastructures existantes. Selon son directeur, Intelcia Madagascar ambitionne de passer de 1 500 à 3 000 collaborateurs d'ici 2019.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Seychelles : British Airways de retour aux Seychelles après 14 ans d'absence

La compagnie aérienne britannique vient de reprendre ses vols sur une base de deux vols par semaine entre London Heathrow et l'aéroport de Mahé. A l'origine, ces vols ne devaient être assurés que durant la saison touristique. British Airways est sans concurrence sur cette ligne, Air Seychelles ayant interrompu ses vols sur Londres depuis 2012.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : création de la Banque agricole du Faso

Le Burkina Faso a reçu l'agrément de la commission bancaire de l'UEMOA pour la création de la Banque agricole du Faso (BADF). Selon le Premier ministre Paul Kaba Thiéba, la BADF aura un capital social de 14,277 Mds FCFA (21,7 M EUR) contre 10 Mds FCFA (15,2 M EUR) minimum exigés par la réglementation bancaire de l'UEMOA. Son actionnariat serait composé de 13 organisations rurales, trois sociétés d'État, huit sociétés privées et 70 personnes physiques. Le paysage bancaire burkinabè passe ainsi à 15 banques.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : Les avions d'ECair pourraient reprendre du service

La relance des activités de la compagnie aérienne nationale, interrompues depuis octobre 2016, est devenue une priorité du gouvernement congolais. Les deux derniers Boeing de la flotte, immobilisés en Belgique, ont été rapatriés et l'Etat congolais entend coopérer avec des partenaires étrangers pour assurer la gestion et la maintenance de ses aéronefs. La priorité reste toutefois la restructuration et le redressement de la compagnie, dont la dette opérationnelle est estimée à 20 M USD. Cette relance intervient alors que le Congo ratifiait le 23 mars l'accord aérien du 29/11/2013 qui le lie à la France.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Burkina Faso : le bénéfice de la filiale BOA Burkina Faso progresse de 21 % entre 2016 et 2017

La Bank of Africa (BOA) du Burkina Faso, filiale du groupe bancaire marocain BMCE Bank, a réalisé un bénéfice de 15 Mds FCFA (22,9 M EUR) au terme de l'exercice 2017, soit une progression de 21 % par rapport à 2016. De même, les ressources collectées auprès de la clientèle sont en hausse de plus de 22 % et les crédits de plus de 13 % sur la période considérée.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : le bénéfice de la BOA Niger progresse de 10,4 % entre 2016 et 2017

La Bank of Africa (BOA) du Niger a réalisé un bénéfice de 7 Mds FCFA (11,1 M EUR) au terme de l'exercice 2017, soit une progression de 10,4 % par rapport à 2016 (6,6 Mds FCFA, soit 10,1 M EUR). Les ressources collectées par BOA Niger auprès de sa clientèle se sont élevées à 157,5 Mds FCFA (240,1 M EUR) en 2017 contre 145,3 Mds FCFA (221,5 M EUR) en 2016 (+8,39 %). En retour, la banque a octroyé 170 Mds FCFA (259,2 M EUR) de crédits bancaires en 2017 contre 164 Mds FCFA (250,4 M EUR) en 2016 (+3,53 %).

✉ cossuc@afd.fr

▼ Cameroun : baisse du nombre d'abonnés et du bénéfice brut de MTN Cameroun en 2017

Selon les états financiers officiels du groupe MTN, publiés le 8 mars 2018, le nombre d'abonnés de sa filiale camerounaise est passé de 9,5 à 7,1 millions d'abonnés entre juin et décembre 2017 (-2,4 millions). Il s'agit de la plus importante réduction du parc d'abonnés depuis l'arrivée de MTN sur le marché camerounais. Le bénéfice avant impôts et amortissements de MTN Cameroun est tombé à environ 58,5 Mds FCFA à fin 2017, après avoir atteint un peu plus de 93 Mds FCFA un an auparavant, soit une baisse de 36,8 %. Ce recul s'explique par des contre-performances enregistrées sur tous les segments de son activité d'exploitation en 2017, exception faite de la commercialisation d'internet et des services digitaux.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : l'émirati DP World remporte une concession de 30 ans pour le nouveau port de Banana

Cette concession porte sur la gestion et le développement du futur port polyvalent à Banana et intègre une possibilité de prolongation de 20 ans. Le coût total de la construction du port est estimé à plus de 1 Md USD. Ce port sera le premier du pays en eau profonde le long de la petite côte de 37 km, qui dispose actuellement seulement du port fluvial de Matadi. DP World et l'Etat congolais créeront une co-entreprise détenue à respectivement 70 % et 30 %, pour gérer et investir dans le port de Banana. La 1^{ère} phase du projet, estimée à 350 M USD, comprendra un quai de 600 mètres et des terre-pleins de 25 hectares. La construction devrait être entamée en 2018 et elle s'étalera sur environ 2 ans.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr

anne.cussac@diplomatie.gouv.fr

tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :

objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prénom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

